POINTS FORTS

L'agriculture, moteur de reconstruction économique et de développement dans les États fragiles

Briefing de Bruxelles no.51

27 juin 2018

Le 27 juin 2018, le CTA a organisé le 51e Briefing de Bruxelles sur le développement, dans le cadre d'une série de réunions bimestrielles sur des questions en lien avec l'agriculture dans les zones rurales dans le contexte de la coopération ACP-UE. Plus de 120 participants se sont réunis à Bruxelles pour échanger sur le rôle joué par l'agriculture dans les États fragiles, et plus particulièrement sur sa contribution à la sécurité alimentaire et à la nutrition, à la création d'emplois, à la croissance économique et à la stabilité ainsi qu'à la paix et à la réconciliation.

L'agriculture : moteur de reconstruction économique et de développement dans les États fragiles. Ce Briefing était axé sur la fragilité, sa définition et les facteurs y contribuant. Il a mis en avant des réussites du secteur agricole dans certains États fragiles et présenté des initiatives sur le terrain qui ont soutenu l'activité agricole, en particulier pour les femmes et les jeunes, en situation de conflit ou d'après-conflit. En dépit de l'existence de nombreux défis, le Briefing a démontré que de nouvelles opportunités pouvaient être exploitées afin de promouvoir la résilience.

https://bruxellesbriefings.net

Partenaires du Briefing :

- CTA
- Commission européenne (DG DEVCO)
- Secrétariat ACP
- CONCORD

Pour en savoir plus sur les Briefings de Bruxelles sur le développement, visitez https://bruxellesbriefings.net

Isolina Boto

Viwanou Gnassounou

Bernard Rey

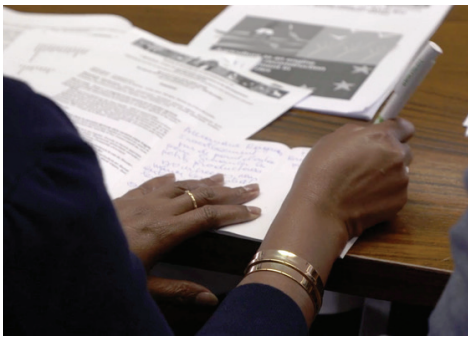
Isolina Boto, directrice du Bureau du CTA à Bruxelles et chargée de la coordination des Briefings de Bruxelles, a accueilli tous les participants et remercié les coorganisateurs ainsi que le Secrétariat ACP pour leur accueil. Dans son introduction, Mme Boto a indiqué que l'attention serait portée sur les pays ACP les plus fragiles devant relevé des défis persistants, notamment la Somalie, le Soudan du Sud, le Burundi, le Tchad et la République démocratique du Congo. Elle a ajouté que le débat examinerait de quelle manière la fragilité impacte l'agriculture, et dans quelle mesure l'agriculture peut constituer une partie de la solution étant donné l'importance de ce secteur dans ces pays. Davantage d'attention devrait également être accordée au développement à long terme et au rôle du secteur privé - et pas seulement à l'aide humanitaire.

Viwanou Gnassounou, sous-secrétaire général au Secrétariat ACP a ouvert le Briefing en saluant l'opportunité d'échange de points de vue sur la fragilité, soulignant l'importance de ce problème, en particulier pour les pays ACP. La fragilité est définie aussi largement que possible pour ces derniers, prenant en compte les conflits ainsi que le changement climatique et d'autres défis majeurs auxquels ils sont confrontés. M.Gnassounou a également fait remarquer que la Banque Mondiale et de l'OCDE se référaient, dans de nombreux cas, à des définitions de la fragilité plus restreintes que celles utilisées par le groupe ACP. Il a poursuivi en soulignant l'importance de la relation entre l'UE et les pays ACP ainsi que le besoin de traiter les aspects institutionnels de la fragilité dès lors qu'il s'agit de l'agriculture, aux niveaux des coopératives et des producteurs, mais aussi aux niveaux supérieurs et des institutions gouvernementales. Enfin, M.Gnassounou a conclu en espérant que le Briefing débouchera sur la production d'un manuel en vue d'aider à renforcer la résilience des pays ACP et à améliorer les capacités d'anticipation et de préparation.

Bernard Rey, Chef d'Unité adjoint Devco C1, développement rural, sécurité alimentaire, nutrition, EuropeAid de la Commission européenne, a souligné dans ses remarques introductives le rôle

Michael Hailu

James Putzel



essentiel joué par la fragilité dans le cadre politique de l'UE, notamment dans le consensus européen pour le développement et la communication sur une approche stratégique de la résilience dans l'action extérieure de l'UE. La Commission européenne se penche sur la question de la résilience, et plus particulièrement de la résilience face aux crises alimentaires, cherchant des réponses parmi les liens entre développement, aide humanitaire et paix, tout en utilisant les bons outils en fonction de la nature de la fragilité. D'où le lancement du Rapport mondial sur les crises alimentaires par l'UE, ouvrant les discussions sur les meilleures solutions et marches à suivre. M.Rey a reconnu que certaines crises étaient dues au climat, et d'autres aux actions de l'homme et qu'il était donc nécessaire d'avoir une meilleure compréhension des conditions de crise et des facteurs y contribuant. Compte tenu de l'évolution des approches du développement, il a conclu que le Briefing devrait proposer un débat sur la meilleure façon d'aider les États fragiles en créant les conditions propices à un système alimentaire plus durable, de soutenir au mieux les investissements du secteur privé dans des conditions fragiles et de maintenir un équilibre des divers outils.

Michael Hailu, directeur du CTA, a prononcé les dernières remarques introductives, faisant le lien entre ce Briefing et le travail en cours du CTA, axé sur le renforcement de la résilience depuis le 30e Briefing de Bruxelles sur « La résilience agricole face aux crises et aux chocs » qui avait eu lieu en 2013. M.Hailu a souligné l'importance du contexte des ODD dans la lutte contre la fragilité, la majorité des plus démunis vivant dans des États fragiles, 70 % des personnes touchées étant des femmes et des enfants. Le CTA a cherché à introduire des mesures de résilience comprenant des solutions intelligentes et des innovations dans le domaine des TIC permettant aux agriculteurs de se préparer et de répondre aux crises. Il s'agit d'une approche sur le long terme qui encourage la durabilité, le développement des connaissances, l'échange d'expériences et des opportunités d'emploi ainsi que la création de moyens de subsistance pour les jeunes. M.Hailu a indiqué les leçons à tirer et à partager par des États à différents niveaux de fragilité comme point d'intérêt pour ce Briefing. Celui-ci reflète un modèle de Briefing plus large proposant une vision globale du problème, qui s'appuie sur les recherches et études principales, et permet en outre d'obtenir des exemples concrets basés sur les expériences de différents pays.

Le premier panel, présidé par Bernard Rey, a échangé sur la **fragilité et ses impacts sur le secteur agricole**, étudiant des idées et des approches en matière de fragilité, des enseignements acquis d'une sélection de pays et les répercussions de la fragilité sur le secteur agricole et les communautés rurales.

James Putzel, professeur à la London School of Economics, a présenté ses dernières recherches sur le problème de la fragilité. Il a commencé par clarifier que la fragilité d'un État n'était pas synonyme de pauvreté, c'est-à-dire de sous-développement extrême. Il s'agit plutôt d'une vulnérabilité à la violence, et toutes les parties prenantes, allant des donateurs internationaux aux dirigeants des pays, doivent reconnaître ce fait. Il est essentiel de reconnaître dans quelle mesure l'agriculture est liée à la fragilité, en ce sens qu'elle peut contribuer, mais également présenter des solutions, à la lutte contre la fragilité, étant donné que bon nombre de ces pays considèrent l'agriculture comme une priorité nationale en vue de leur développement. Les questions politiques et les politiques qui contribuent à la fragilité, telles que l'exclusion de groupes du processus politique, les inégalités ethniques et raciales et les facteurs favorisant la vulnérabilité, sont des facteurs décisifs. La définition de la fragilité a évolué avec le temps, reflétant les inquiétudes en matière de sécurité dans les pays développés ainsi que les tendances générales en matière de développement. Ce qui explique pourquoi, les fonds versés aux pays les plus dans le besoin ont en fait chuté ces dernières décennies. M.Putzel a présenté une critique du classement initial de l'OCDE sur la fragilité, qui ferait rentrer la plupart des pays sous-développés dans cette catégorie, ainsi que l'indice d'évaluation des politiques et des institutions nationales (CPIA) de la Banque mondiale qui a été utilisé pour mesurer la fragilité. M.Putzel a utilisé l'exemple du Mali en opposition à la Tanzanie, la Zambie et d'autres

Rajendra K. Aryal

pays d'Afrique subsaharienne pour démontrer que des pays pauvres qui sont maintenus en état de paix ont tendance à éviter la fragilité et que l'on peut en apprendre davantage sur la fragilité si l'on comprend en quoi consiste la résilience. La définition actuelle de l'OCDE a également été critiquée pour son manque de précision. Enfin, en se basant sur les recherches de M.Putzel, il a été mis en avant que quatre dimensions clés ou outils de diagnostic influençaient la position d'un pays en termes de fragilité : le spectre de la résilience. Il s'agit de la sécurité, de la portée territoriale de l'État, de l'autorité fiscale de l'État et de l'étendue de l'hégémonie des institutions nationales. Les conséquences sur le secteur de l'agriculture sont nombreuses. Les financements et le soutien doivent contrebalancer les dynamiques ethniques ou politiques pouvant entraîner la violence. Les programmes et financements externes doivent se concentrer sur la promotion de l'intégration économique interne par le biais de l'agriculture, établissant des liens entre les agriculteurs et les marchés urbains, plutôt qu'en essayant de promouvoir l'entrée dans des chaînes de valeur mondiales. M.Putzel a reconnu cette approche dans le travail du CTA. La production d'aliments de base et de produits de rente doit être équilibrée et les projets ne doivent pas uniquement être évalués en fonction de leur productivité. Il faut également promouvoir la capacité des États, plutôt que de canaliser les interventions et les financements via des institutions parallèles, pouvant affaiblir l'État sur le long terme. Les programmes, et plus particulièrement ceux en lien avec les questions de droit foncier, devraient avoir l'appui des élites locales, et plus généralement, veiller à favoriser la création de richesses.

Rajendra K. Aryal de la FAO, a parlé de l'agriculture comme d'un moyen pour combler l'écart entre aide humanitaire, développement et paix dans des contextes de fragilité. Il a entamé son analyse en se référant à l'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2017, relevant que le nombre de personnes dans le monde souffrant de sous-alimentation chronique a augmenté, et que 60% de ces personnes résident dans des pays touchés par des conflits. D'autres chiffres liés aux crises alimentaires ont été présentés, concluant que deux facteurs entrent ici essentiellement en ligne de compte : l'augmentation de l'insécurité et du nombre de conflits, et les chocs climatiques à répétition. L'exemple du Soudan du Sud en matière de corrélation entre conflit et insécurité alimentaire a été apporté. D'autres références ont été faites au Rapport mondial sur les crises alimentaires qui présente également des prévisions négatives pour un grand nombre d'États fragiles en 2018. L'agriculture est une problématique majeure car la plupart des personnes confrontés à l'insécurité alimentaire vivent en zones rurales, et dépendent des activités agricoles pour leurs moyens de subsistance et de survie, mais elles sont aussi les plus vulnérables face aux chocs externes. L'agriculture contribue également au développement de la résilience, des moyens de subsistance et de la sécurité alimentaire des communautés vulnérables. M.Aryal a insisté sur le fait que l'aide humanitaire, bien que nécessaire, ne constituait pas une réponse à la vulnérabilité. Il a en outre affirmé que l'agriculture pouvait également contribuer à maintenir la paix et qu'une perte de terres ou de moyens de substance due à un conflit ou à un déplacement pouvait être partiellement traitée en permettant aux communautés de revenir à l'agriculture. Il a donné l'exemple de la Vallée de Swat au Pakistan où des hommes déplacés, dont nombre d'entre eux étaient des producteurs de pommes et de grenades, avaient reçus des graines, des intrants et l'opportunité de redevenir agriculteurs, les aidant ainsi à se sentir réinsérés. L'agriculture peut également améliorer les relations entre les communautés d'accueil et les communautés déplacées. Citons à titre exemple les programmes de réfugiés syriens en Turquie : bon nombre d'entre eux possédaient peut-être des compétences dans d'autres domaines tels que les TIC, mais ces réfugiés ont reçu une nouvelle formation pour travailler et gagner leur vie en exploitant ces compétences dans l'agriculture. Le développement et la paix ne doivent donc pas être tributaires de la réalisation d'actions humanitaires. Enfin, M.Aryal a souligné les efforts déployés par les partenariats et la coopération afin de à mener à bien le développement de l'agriculture et la résilience dans les États fragiles,

Alexandros Ragoussis

allant des publications phares, au travail de plaidoyer et de politiques, ainsi que les initiatives mondiales visant à élargir les approches réussies sur le terrain. Et de conclure que l'agriculture pouvait offrir des premières opportunités d'emploi aux jeunes des États fragiles.

Alexandros Ragoussis de la SFI / Groupe de la Banque mondiale a axé sa présentation sur deux thèmes : la compréhension des dynamiques agriculture-fragilité et développement-conflit, et dans quelle mesure celle-ci s'applique à l'investissement dans l'agriculture dans des États fragiles et en conflits. Un conflit peut être vu comme un frein à l'activité économique y compris l'agriculture, ou inversement, l'activité agricole et économique peut être considérée comme une réponse ou une solution aux conflits. M.Ragoussis a déconseillé la séparation de ces deux perspectives lors de la mise en place d'interventions dans des États fragiles. Selon la liste des États fragiles et en conflits dressée par la Banque mondiale, l'agriculture a deux fois plus de chances d'être en tête du secteur économique de ces 40 pays en termes de valeur ajoutée, par rapport à d'autres pays dans le monde. L'agriculture contribue à la rupture du cycle d'exclusion économique entraînant des conflits ; elle est de deux à quatre fois plus efficace pour sortir les personnes de la pauvreté extrême que les investissements dans tout autre secteur d'activité économique. Il y a dix ou quinze ans de cela, la Banque mondiale ne s'engageait pas dans les États fragiles, mais M. Ragoussis a souligné que cette approche avait évolué et qu'une grande partie de ce changement s'était passée par le biais de l'agriculture, en investissant dans le secteur, en encourageant les autres à faire de même, en mobilisant des ressources pour ce secteur et en promouvant des conditions favorables visant à renforcer le potentiel de l'agriculture. La SFI a doublé ses promesses d'investissements dans l'agriculture au sein des États fragiles et en conflits au cours des cinq dernières années. Le principal défi rencontré étant le manque de points d'entrée adaptés dans l'agriculture au sein des États fragiles. L'agriculture demeurant un secteur trop informel caractérisé par une organisation et une mécanisation de la production limitées ainsi qu'un ciblage insuffisant de la croissance. Pour ces raisons, les IDE dans l'agriculture au sein des États fragiles sont rares : seulement 1% des IDE mondiaux reviennent aux 40 pays figurant sur la liste des États fragiles de la SFI, avec une grande partie de ces investissements allant aux secteurs de l'extraction, des télécoms et de la construction. Par conséquent, la SFI crée ses propres points d'entrée via des agents d'investissement locaux, des partenariats, des réseaux et en préparant le terrain pour des opérateurs du secteur privé tels que Cargill et Bayer afin d'investir dans les États fragiles. Enfin, elle utilise ses propres ressources pour les investissements et mobilisent des ressources d'autres donateurs via des financements combinés, par exemple le Programme mondial pour l'agriculture et la sécurité alimentaire (GAFSP) dont les financements s'élèvent à 1,35 milliard USD. Elle apporte également un important soutien complémentaire grâce à des services de conseils : pour chaque dollar versé aux États fragiles, la SFI dépense deux fois ce montant en services consultatifs dans ces pays, par rapport aux autres pays à faibles revenus. Et d'ajouter que le marché intérieur des États fragiles et en conflits était insuffisant pour soutenir la croissance de l'agriculture, la SFI garantit donc trois fois le montant du commerce transfrontalier dans les États fragiles et en conflits par rapport aux autres pays à faibles revenus. Bien que le Groupe de la Banque mondiale / SFI soit le plus grand donateur multilatéral dans les États fragiles et en conflits, M. Ragoussis reconnaît que de grands efforts ont été investis dans l'amélioration de ses propres processus, normes et mesures de réussite, notamment au niveau macro.

La session de **questions et réponses** a pris en compte un éventail de points de vue des participants. Les membres des ONG ont vivement salué le panel et donné des exemples de leurs propres expériences sur les sujets abordés. Il a été recommandé que les institutions et chercheurs internationaux se concentrent davantage sur les solutions locales développées par les personnes au sein des États fragiles afin d'éviter les conflits et que des actions concrètes découlent du débat. Le problème de manque de points d'entrée a également été relevé et reflété par un défi similaire visant à déployer de plus petites approches réussies. Les

Bing Zhao

participants ont confirmé que les institutions nationales ne devaient contournées dans les États fragiles et que les marchés locaux devaient être au centre des investissements de productivité. Les représentants de groupes de producteurs ont soulevé la question des coopératives en tant que point d'entrée des investissements ainsi que le besoin de mettre l'accent sur les solutions à long terme. Les représentants de l'ambassade ACP se sont interrogés sur les types d'agriculture pouvant réduire la fragilité, tandis que les représentants du secteur privé se sont plaints du manque d'accès aux données sur les États fragiles et ont recommandé la diffusion à grande échelle des approches réussies. **James Putzel** a rétorqué que le rôle du secteur privé dans les États fragiles était souvent exagéré en raison de sa plus petite tolérance au risque et qu'il serait déconseillé de s'appuyer sur les PPP pour résoudre les problèmes du secteur agricole dans les États fragiles. Il a insisté sur l'importance de la compréhension les structures de pouvoir dans les États fragiles, rappelant que le Rwanda constituait un bon exemple de recours aux solutions locales pour lutter contre la fragilité, et plus particulièrement dans le contexte agricole. **Rajendra K.Aryal** a relevé que la FAO travaillait avec des ONG, locales et internationales, et avec les gouvernements locaux, dans la mesure du possible. Il a souligné que même si on favorise des solutions locales, cela nécessite un gros investissement dans le temps, tout comme le travail avec le secteur privé. M.Aryal a également appelé la Banque mondiale à faciliter certaines de ses procédures pour ses partenaires au sein des États fragiles. **Alexandros Ragoussis** a salué le feedback stimulant des participants, poursuivant ainsi l'approche de la Banque mondiale qui entend équilibrer le travail avec les acteurs gouvernementaux et non-gouvernementaux, et en recourant à des solutions internationales et nationales afin de garantir le meilleur résultat pour les États fragiles.

Le **second panel,** présidé par Michael Hailu, a fait part des réussites sur le terrain d'une série d'États fragiles, soulignant les pratiques durables en matière de développement de la production et du marché, tout en recherchant un impact positif au niveau local.

Bing Zhao, directeur de P4P (Purchase for Progress) et coordinateur international du Programme alimentaire mondial a expliqué comment le programme pouvait relier les agriculteurs au marché dans les États fragiles, citant des exemples de la République démocratique du Congo. Le PAM est célèbre pour son action humanitaire, notamment en termes d'aide alimentaire pour laquelle il est la plus grande agence humanitaire, couvrant 90 millions de personnes dans plus de 80 pays, rien qu'en 2017. Il travaille avec toute une série de parties prenantes pour fournir des résultats dans le domaine de la nutrition et construire des systèmes alimentaires résilients contribuant à la sécurité alimentaire et au développement durable. L'un des objectifs du P4P est de relier les petits exploitants au marché – et répondre ainsi à la demande du PAM, des services gouvernementaux locaux tels que les réserves alimentaires ou les programmes d'alimentation scolaire, et du secteur privé. P4P participe également à d'autres initiatives du PAM destinées aux petits exploitants et visant à développer une approche programmée intégrée qui aura un plus grand impact sur les systèmes alimentaires. Cette approche entend porter ses fruits à plusieurs niveaux, notamment sur le travail avec des réfugiés et des groupes de déplacés. Elle a aussi pour objectif de permettre le retour de personnes, la réhabilitation des moyens de subsistance et la résolution de conflits au sujet du partage des ressources. P4P travaille avec de petits exploitants pour renforcer leur résilience aux chocs et améliorer leur accès aux marchés. À ce jour, P4P a aidé plus de 2 millions de petits exploitants dans plus de 60 pays, leur achetant l'équivalent de plus de 250 millions USD de nourriture, principalement via des organisations paysannes et coopératives agricoles, encourageant efficacement les producteurs et investisseurs externes à investir dans la productivité agricole des petits exploitants. Les partenaires locaux, la société civile et les institutions jouent un rôle important pour le PAM car ils contribuent à l'objectif « faim zéro », ils bénéficient donc également de soutien et d'un renforcement de leurs capacités. Au Soudan du Sud, le PAM fournit des denrées vitales mais il propose aussi de la nourriture en échange d'un travail,

Annick Sezibera

afin d'aider les petits exploitants à créer des actifs de production. Dans la région du Sahel, faisant face à une menace de famine, le PAM aide à lutter contre le démarrage précoce de la saison sèche. En RDC, plus de 7 millions de personnes devront recourir à l'aide alimentaire en 2018, ce qui représente une augmentation de 30 % par rapport à 2017, une situation principalement due à des facteurs humains, puisque le pays possède normalement suffisamment de ressources pour nourrir sa population. Une coalition des agences de Rome (FAO, FIDA et PAM) a lancé un programme conjoint de renforcement de la résilience dans les États fragiles, et plus particulièrement pour les populations vulnérables de la province du Nord et Sud-Kivu. Il entend permettre aux petits exploitants d'augmenter leurs revenus, leur production et de renforcer leur résilience grâce à une capacité agricole et financière améliorée pour une production et des débouchés durables sur le marché. Les femmes font également l'objet d'un soutien. P4P a développé des outils d'évaluation des organisations paysannes pour identifier les bons partenaires locaux et pour concevoir le renforcement des compétences. Le PAM participe également à la réinsertion et au développement des infrastructures rurales orientées vers le marché, afin de créer un environnement propice et favorable aux petits exploitants.

Annick Sezibera, Secrétaire exécutive de la CAPAD au Burundi, a fait une présentation très convaincante de cette confédération des producteurs agricoles. La CAPAD a été créée en 2000 suite à la guerre civile au Burundi qui a entraîné d'importants déplacements de population donnant lieu à bon nombre de problèmes en termes de productivité et des terres. Ainsi, un grand nombre de femmes et d'orphelins se sont retrouvés seuls pour subvenir aux besoins des familles. La CAPAD a été lancée avec le soutien d'ONG dans le but d'aider les personnes déplacées à retourner sur leurs terres et à les cultiver sans avoir peur d'être tuées. Les membres de l'organisation ont commencé à cultiver les terres, leur confiance s'est développée et leur nombre a augmenté, passant de 25 membres à 117 000 foyers agricoles cultivant en moyenne 1ha de terres chacun. La CAPAD compte désormais améliorer et diversifier la production des petits exploitants agricoles impliqués initialement dans la subsistance de leurs familles. La CAPAD les aide à cultiver un surplus en leur offrant des graines et d'autres intrants et en aidant les agriculteurs à accéder à des financements et des crédits, en offrant un soutien mutuel, même pour les foyers les plus démunis. Une valeur est ajoutée à ce surplus grâce à une approche marketing collective et à la vente de produits compétitifs sur les marchés. Bien que la CAPAD soit désormais en mesure de d'approvisionner le programme P4P, des problèmes tels que le délai de paiement entre la fourniture et le paiement des agriculteurs l'ont conduite à envisager d'autres marchés plus appropriés aux agriculteurs les plus démunis. En 18 ans d'existence, la CAPAD a accompli de grandes réussites, notamment en aidant des communautés à retrouver la paix et à construire une cohésion sociale basée sur des intérêts communs. La CAPAD a aidé les organisations paysannes du Burundi à rompre avec la tradition, en partant de zéro, surmontant les avis négatifs des coopératives en travaillant avec les dirigeants des communautés et les femmes. Dernièrement, elle a aidé à augmenter la production de ses membres de 50 % et à créer de nombreux emplois temporaires et permanents. Les conditions socioéconomiques des femmes, des jeunes et des jeunes hommes s'en sont trouvées améliorées, dont beaucoup étaient d'anciens soldats, retournant dans des zones rurales. La réussite de la CAPAD est en partie due à l'échec de l'État en matière d'agriculture, qui a laissé un vide pour les groupes de producteurs. De plus, le choix explicite de la CAPAD de rester politiquement neutre dès le départ l'a aussi aidée à se développer et à éviter toute forme de détournement ou de manipulation. Un dialogue continu et régulier avec ses membres pour échanger sur les conflits autour de nombreuses questions leur a permis d'anticiper et de développer des stratégies de réponse et de développer leur résilience. Enfin, Mme Sezibera a reconnu que la CAPAD avait bénéficié du soutien externe de différents organisations et institutions, tel que celui d'AgriTerra, de l'UE et du CTA qui lui ont fait confiance et l'ont aidée à renforcer ses capacités. La CAPAD a travaillé avec d'autres organisations au niveau national pour promouvoir des politiques favorables au soutien de l'agriculture. Parmi les stratégies

Harma Rademaker

Katharine Downie

développées pour renforcer leur résilience aux chocs et aux crises, citons leur campagne de plaidoyer et collecte de fonds formelles et informelles, qui leur a permis de rester en contact avec les acteurs politiques tout en reconnaissant le rôle important joué par le gouvernement.

Harma Rademaker, Gestionnaire de programme chez Cordaid, fait part de leur expérience au Soudan du Sud, s'appuyant sur les activités de réduction des risques de catastrophes et les activités de renforcement de la résilience, entamées en 2012. Mme Rademaker a présenté les leçons tirées des divers projets auxquels Cordaid avait participé avec des agropastoreurs : ProAct et Peace, Governance and Development. Dans l'un de ces cas, un conflit a vu le jour au sujet de l'utilisation des ressources, nuisant ainsi à la production d'activités agricoles. Cordaid a travaillé avec un partenaire qui a réunit différents acteurs locaux afin d'établir un dialogue et évaluer leur propre situation et développer un plan d'action. Cela a donné lieu à la création d'un comité multipartites chargé d'assurer la mise en œuvre du plan d'action, utilisant 15 ha de terres fournies pour l'agriculture. Ils ont construit un entrepôt et ont entamé la commercialisation en Ouganda, démontrant le potentiel que peut fournir l'agriculture afin de restaurer la paix entre les communautés en conflit. Dans le cadre du programme ProAct financé par l'UE axé sur la résilience communautaire et la sécurité alimentaire, il a fallu répondre à la guerre civile interne qui avait entraîné d'importants déplacements de population. Cordaid a mobilisé les ressources pour l'aide humanitaire, permettant l'aide de nombreux locaux déplacés avec des transferts d'argent assortis d'un minimum de conditions. Une fois la situation stabilisée, les personnes sont retournées dans leurs villages, et Cordaid pu réaffecter davantage de soutien afin de mener à bien les activités du programme de ProAct. La capacité de Cordaid à répondre aux risques liés aux catastrophes constitue son point d'entrée et sa mission consiste à renforcer les compétences des personnes les plus vulnérables. Cordaid travaille également avec les gouvernements car il est essentiel d'avoir leur contribution. Cordaid a développé une série d'étapes à reproduire dans leurs RRC (réduction des risques de catastrophe). Celles-ci se basent sur une évaluation participative des catastrophes comprenant une analyse des conflits, un plan d'action commun et une mise en œuvre qui bénéficie aux groupes en conflit ; le tout en établissant des structures dans les propriétés locales et en impliquant les parties prenantes ; et enfin, en assurant une flexibilité d'ajustement aux situations changeantes et l'application de la LRRD comme modificateur de crise. Cette approche a engendré des résultats en termes de renforcement communautaire, de sécurité alimentaire et agricole, de moyens de subsistance et de sécurité sociale, d'eau et de paix. Mme Rademaker a rapporté certaines leçons clés à en tirer dont l'importance à accorder aux plans communautaires répondant avant tout aux besoins prioritaires, de ne pas négliger la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance, et de mettre en place des plans d'action qui soient inclusifs pour tous les groupes en conflit. Enfin, il faut une approche adaptive et innovante de LRRD, associée à des financements flexibles qui peuvent passer de l'aide au développement, ainsi qu'une aptitude à réduire les activités lors de crises et à les augmenter de nouveau en cas de stabilité. Enfin, le gouvernement doit être impliqué. Pour conclure, Mme Rademaker a décrit les défis liés au travail dans des zones en conflit, comme la destruction du système, des structures et des infrastructures, les priorités divergentes des communautés locales autres que la RRC, les financements limités, les situations instables en termes de sécurité, le poids des procédures locales, une inflation élevée et le travail avec des multitudes de groupes ethniques.

Katharine Downie, de World Vision en Somalie, a entamé la présentation finale en fournissant le contexte et l'historique de SomReP, un consortium de sept ONG avec des programmes d'amélioration des moyens de subsistance en Somalie lancé en 2013. Environ 80 millions USD ont été utilisés pour la première phase de financement de SomReP qui est sur le point de se conclure, et il est prévu que la moitié de cette somme sera versée pour la deuxième phase de SomReP, qui se poursuivra jusqu'en 2023. Mme Downie a fait part des résultats d'une étude sur la déviance positive des ménages visant à identifier les caractéristiques de ces ménages et à utiliser ces caractéristiques comme des facteurs

de la résilience. Les résultats ont montré que la sécurité alimentaire et la capacité à faire face étaient positivement liées à l'appartenance à un groupe d'épargne (par ex. les associations villageoises d'épargne et de crédit - AVEC) et à l'accès à des informations d'alerte rapide. En outre, ces ménages ont perçu des revenus augmentés en fonction de la quantité de travail fournie. D'autres caractéristiques comprenaient des niveaux d'éducation supérieurs parmi les femmes (chefs ou épouses) de ces ménages, et avoir des récoltes/productions et ventes agricoles comme principales sources de revenu. Mme Downie a ensuite fourni un aperçu de la Théorie du Changement (Theory of Change, ToC) de SomReP, visant à d'abord construire des plans de développement avec la communauté, puis des systèmes financiers informels comme filets de sécurité, puis une diversification des stratégies de moyens de subsistance et la gestion des ressources naturelles. La deuxième phase sera axée sur les moyens de subsistance agricoles, avec un accent mis sur les stratégies de croissance économique grâce à l'agriculture. Mais SomRep doit tenir ses engagements vis-à-vis de donateurs pour permettre la mise en œuvre de la deuxième phase de la ToC, la Somalie étant habituellement catégorisée comme dépendante de l'aide humanitaire plutôt que de l'aide au développement. La deuxième phase de la ToC suppose que les ménages investissant une partie de leurs transferts d'argent dans les AVEC seront éventuellement capables de passer à un niveau des services financiers formels, d'ouvrir des lignes de crédit, etc. En outre, la ToC prévoit que les AVEC se transformeront éventuellement en coopératives et en un groupe d'atténuation des risques collectifs pour bénéficier aux femmes et aux jeunes en termes de nouvelles opportunités à travers des chaînes de valeur. Par ailleurs, la ToC anticipera également le travail avec le gouvernement pour créer un environnement régulateur propice. L'approche de la ToC consiste à employer des stratégies d'attraction-répulsion (push-pull) pour une croissance du marché inclusive, renforçant les capacités des petits exploitants à s'engager de manière compétitive sur les marchés, facilitant le développement des systèmes de marchés différents et offrant des opportunités adéquates pour les plus démunis en travaillant avec les gouvernements et le secteur privé. Mme Downie a conclu en évoquant les défis pour obtenir un impact comme la capacité limitée des ONG locales et le besoin de combler l'écart entre petits exploitants et technologies agricoles en ayant de meilleurs partenariats entre courtiers, scientifiques et autres fournisseurs de services.

La session de **questions et réponses** de la deuxième session est revenue sur les cas pratiques présentés. Les représentants d'organisations paysannes ont insisté sur l'importance du renforcement des capacités des gouvernements et d'autres organisations locales, relevant leurs difficultés à accéder à des programmes tels que P4P à cause des procédures administratives. Ils ont demandé comment les grands groupes internationaux et ONG s'assuraient qu'ils soutiennent les efforts de ces groupes qui se maintiendront à terme. D'autres participants ont salué Mme Sezibera pour la réussite de la CAPAD, et le CTA qui met en avant des groupes locaux afin d'assurer le maintien de la paix grâce à l'agriculture. Il a également été relevé que le problème de la fragilité était souvent régional, touchant les pays voisins, et que des solutions régionales telles que les couloirs commerciaux gagneraient peut-être à être connues. Les questions supplémentaires étaient relatives au rôle des institutions ou acteurs externes qui encouragent par mégarde la fragilité par le biais de leurs interventions. Le secteur privé a posé des questions sur les données et les partenariats. Une question a également été posée sur le problème du droit foncier dans le cas du Burundi. Avant de répondre à cette question, **Bing Zhao** a fait part de sa reconnaissance envers les autres panelistes dont les expériences sur le terrain lui ont beaucoup appris. Il a reconnu l'importance des données au sein des opérations du PAM qui connaît actuellement une transformation numérique et qui envisage de recourir à un enregistrement des données numériques des petits exploitants au niveau local. Les partenariats ont aussi été renforcés, considérés comme l'une des principales priorités de l'actuel Directeur exécutif, David Beasley. Il a reconnu les défis et les opportunités manquées, admettant que les demandes du PAM n'étaient pas toujours viables et que les retards de paiement étaient une réalité

mais qu'ils travaillent actuellement à l'amélioration de l'efficacité grâce aux TIC et autres solutions similaires. **Harma Rademaker** a insisté sur sur le fait que Cordaid est essentiellement axé sur le renforcement des compétences des communautés locales. Ils travaillent donc toujours avec des groupes locaux et leur objectif final est de partir en laissant les groupes locaux plus forts que quand ils sont arrivés. Cependant, les structures de financements sont telles que, bien souvent, les groupes locaux sont contraints de s'allier à des groupes internationaux pour accéder aux financements. **Annick Sezibera** a indiqué que de meilleures politiques étaient nécessaires pour soutenir le développement dans la région des Grands Lacs, de manière à assurer le maintien de la paix. En matière de droits fonciers, elle a expliqué qu'une commission post-conflit avait été créée au Burundi pour entreprendre la redistribution des terres grâce à un dialogue auquel la CAPAD participe. L'enregistrement des terres constitue un véritable problème, particulièrement pour les femmes étant donné que les coutumes d'héritage n'autorisent que les hommes à hériter de terres ; ce problème n'est donc pas résolu. De plus, comme l'agriculture devient une activité plus lucrative, le nombre d'investisseurs augmente, entraînant la marginalisation des petits exploitants dans certains cas. La CAPAD a réussi plusieurs fois à traiter ce problème grâce au dialogue. **Katharine Downie** a affirmé que les organisations locales ont une capacité vraiment limitée et que dans le cas de la Somalie, il est évident que le plus gros problème à tous points de vue est celui de la responsabilité. Néanmoins, l'un des plus grands freins pour la Somalie est que les donateurs ou les scientifiques ne la voient pas comme un pays avec lequel s'engager en termes de croissance économique. Les ONG pourraient donc être les institutions idéales dans lesquelles ces groupes pourraient tester ou mener des solutions ou des interventions économiques en Somalie, comme elles fonctionnent même en l'absence de véritables gouvernements.

Michael Hailu a conclu le briefing en remerciant tous les intervenants, relevant que toutes les discussions avaient été particulièrement riches et complètes. Il a souligné le rôle de l'agriculture dans le maintien de la paix, permettant aux groupes de déplacés d'être à nouveaux productifs et de retourner sur leurs terres, ainsi que le rôle des organisations paysannes permettant au dialogue d'avoir lieu. M.Hailu est revenu sur l'importance des partenariats, différents groupes et parties prenantes jouant des rôles complémentaires, mais aussi sur le besoin de reconnaître les autres et de s'associer pour fournir des réponses sur le court ou sur le long terme. Il espère que les exemples de cas « sur le terrain » pourront entraîner davantage de soutien dans cette zone, relevant que leurs réussites se produisaient souvent dans les circonstances les plus difficiles. M.Hailu a remercié toutes les ONG (Cordaid, World Vision et AgriCord) ainsi que les partenaires du Briefing et souhaité que toutes les recommandations et tous les résultats de ce débat puissent être mis en pratique pour lancer des actions informées et élaborer des politiques dans les États fragiles.

De plus amples informations sont disponibles en ligne :

- Briefings de Bruxelles : *https://bruxellesbriefings.net/*
- Ressources : *https://bit.ly/2mWyFk7*
- Rapport préparé par Lebo Mofolo, Chargée des Briefings du Développement, et Isolina Boto, Manager du Bureau du CTA à Bruxelles